



Service d'Infrastructure de la Défense

Etablissement du Service d'Infrastructure
de la Défense de METZ

Caserne Ney – 1 rue du Maréchal Lyautey
CS 92005 – 57044 METZ Cedex 01

N°CHORUS : 2024-PCO001-_____

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

(en application de l'article L.2123-1 et des articles R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)
intégrant le dispositif DUME

Objet du marché

Projet n° 2024-PCO001-025

**SUIPPES (51) – Camp de Suippes – Contrat de Performance Énergétique
Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de 1ère catégorie pour les
phases conception et réalisation**

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur de l'ESID de Metz
1, rue du Maréchal Lyautey
CS 92005 - 57044 METZ Cedex 01

Représentant de la maîtrise d'ouvrage

ETAT – MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de Metz
Représenté par le chef du pôle conduite des opérations

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ :-----	4
1.1 PROCEDURE.....	4
1.2 TYPE D'OPERATION	4
1.3 DECOMPOSITION EN PARTIES TECHNIQUES / DELAI D'EXECUTION.....	4
1.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
1.5 DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET	4
1.6 MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX ET MONTANT.....	4
1.7 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIER	5
1.8 CONFIDENTIALITE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 - INTERVENANTS -----	6
2.1 MAITRISE D'ŒUVRE	6
2.2 CONTROLE TECHNIQUE	6
2.3 COORDINATION SSI	6
2.4 COORDINATION DES TRAVAUX	6
2.5 ÉTABLISSEMENT(S) UTILISATEUR.....	6
2.6 SOUS-TRAITANCE	6
2.7 INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE	6
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ -----	6
ARTICLE 4 - PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES -----	7
4.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	7
4.2 MESURES DE SECURITE PROPRE AUX ARMEES-PROTECTION DU SECRET	7
ARTICLE 5 - CONNAISSANCES ANTERIEURES – PROPRIETE INTELLECTUELLE -----	8
5.1 UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	8
5.2 UTILISATION DES RESULTATS	8
ARTICLE 6 - CONTENU DE LA MISSION -----	9
6.1 PRINCIPES GENERAUX D'INTERVENTION ET ETENDUE DE LA MISSION	9
6.2 CONTENU DE LA MISSION PENDANT LA PARTIE TECHNIQUE N°1 : CONCEPTION PHASE APS	9
6.3 CONTENU DE LA MISSION PENDANT LA PARTIE TECHNIQUE N°2 : CONCEPTION PHASE APD/PRO	9
6.4 CONTENU DE LA MISSION PENDANT LA PARTIE TECHNIQUE N°2 : RÉALISATION	10
6.5 PRESTATIONS A EXECUTER PENDANT LA PERIODE DE LEVEE DES RESERVES DU MARCHÉ DE TRAVAUX.....	11
6.6 PROLONGATION DE DELAI DU MARCHÉ TRAVAUX : INCIDENCE SUR LA MISSION DU SPS	11
6.7 VACATIONS SUPPLEMENTAIRES.....	11
6.8 MOYENS ACCORDES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	12
6.9 AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS	12
6.10 DANGER GRAVE ET IMMINENT.....	12
6.11 ACCIDENTS DU TRAVAIL	12
ARTICLE 7 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX -----	13
7.1 REGLEMENT DES COMPTES.....	13
7.2 DEMANDE D'ACOMPTE.....	13
7.3 ACOMPTE	13
7.4 DEMANDE DE PAIEMENT FINAL	13
7.5 DECOMPTE GENERAL DU MARCHÉ.....	13
7.6 DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ.....	13
7.7 MODE DE VARIATION DES PRIX.....	13
7.8 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	14
7.9 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	14
7.10 SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	14
7.11 RETENUE DE GARANTIE	14
7.12 AVANCE	14
ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD-----	15
8.1 DELAI POUR L'ANALYSE DES 3 OFFRES DES CANDIDATS (TYPE APS)	15
8.2 DELAI POUR FOURNIR UN AVIS SUR DOCUMENT TRANSMIS PAR MAITRE DE L'OUVRAGE	15
8.3 COOPERATION AVEC LES AUTRES INTERVENANTS	15
8.4 DELAI POUR FOURNIR LE PGCSPPS	15
8.5 DELAI POUR FOURNIR LE DIUO	15
8.6 DELAI POUR FOURNIR LE DLMT	15
8.7 PENALITES	15

8.8 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS D’ETUDE OU DES AVIS	15
8.9 PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS	15
8.10 PENALITES POUR ABSENCE DE VISITE INOPINEE.....	15
8.11 PROLONGATION DU DELAI D’EXECUTION	15
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE -----	16
9.1 ASSURANCE	16
9.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	16
9.3 ADMISSIONS DES PRESTATIONS	16
9.4 ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	16
9.5 NON RENOUVELLEMENT OU PERTE DE L’ATTESTATION DE COMPETENCE	16
9.6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	16
ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX-----	17

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE :

SUIPPES (51) – Camp de Suippes – Contrat de Performance Énergétique Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de 1^{ère} catégorie pour les phases conception et réalisation

ID COSI : 443152

Projet n°2024-PCO001-025

1.1 Procédure

MARCHÉ PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE (MAPA)

en application des articles R.2122-4, R.2124-7 du code de la commande publique

1.2 Type d'opération

Article R4532-1 du Code du Travail

- ☒ 1^{re} catégorie (collège interentreprises)
☐ 2^e catégorie (déclaration préalable)
☐ 3^e catégorie

1.3 Décomposition en parties techniques / Délai d'exécution

Le délai global d'exécution du présent marché est de **trente-neuf (39) mois**, y compris une période de préparation de quatre (4 mois) et hors la période de levée des réserves. Il se décompose en 3 parties techniques :

N°	Parties techniques	Délais marché de travaux	Délais du présent marché
1	CONCEPTION phase APS	5 mois fractionnés (3 mois : offres initiales et 2 mois offres finales)	2 mois fractionnés (2 x 1 mois)
2	CONCEPTION phase APD/PRO	36 mois	37 mois
3	REALISATION		

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, le point de départ du délai d'exécution de chaque partie technique ou fraction de partie technique court à compter de la date fixée par l'ordre de service du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

1.4 Délai de validité des offres

Six (6) mois à compter de la date de la remise d'offre

1.5 Description sommaire du projet

L'opération fait l'objet d'un marché global de performances. Elle consiste à la mise en œuvre d'un contrat de performance énergétique (CPE) sur l'ensemble du camp bâti de Suippes. Le périmètre de ce CPE comprend :

- environ 120 bâtiments chauffés ;
- l'ensemble des systèmes de production de chaleur du site dont notamment :
 - une chaufferie centrale à FOCH 0020 (Charbon+FOD) d'une puissance cumulée totale de 13,5 MW alimentant 61 bâtiments.
 - une chaufferie FOD à LANGLE DE CARY 0070 d'une puissance cumulée totale de 1,8 MW alimentant 12 bâtiments.

Ce type de marché ne répondant pas à un besoin défini de travaux mais à des performances énergétiques et environnementales, la maîtrise d'ouvrage ne connaît pas au stade de la présente consultation la nature exacte des travaux qui seront proposés par les 3 candidats retenues. Cependant et par retour d'expérience, les travaux potentiellement pressenties par la maîtrise d'ouvrage sont :

- la réalisation d'une nouvelle installation de production de chaleur centralisée ;
- la déconstruction de la chaufferie centrale existante ;
- la rénovation des sous-stations et des réseaux de chaleur ;
- le démantèlement de toutes les productions de chaleur fioul isolées ;
- l'installation de nouvelles productions de chaleur isolées ;
- l'isolation par l'intérieur ou par l'extérieur de certains bâtiments ;
- l'installation de panneaux photovoltaïque/thermique.

1.6 Mode de dévolution des travaux et montant

- ☐ Marché à lots
☒ Marché unique (groupement d'entreprise) ;
Montant travaux estimé : 25 550 000,00 € TTC

<p><u>1.7 Travaux à risques particulier</u> arrêté du 25 février 2003</p>	<div> <input checked="" type="checkbox"/> Risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres ; <input checked="" type="checkbox"/> Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ; <input type="checkbox"/> Travaux exposant à des substances chimiques ou à des agents biologiques ; <input checked="" type="checkbox"/> Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable ; <input checked="" type="checkbox"/> Risque de contact de pièces nues sous tension > TBT ; <input checked="" type="checkbox"/> Travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ; <input type="checkbox"/> Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ; <input checked="" type="checkbox"/> Travaux de démolition, de déconstruction, impliquant des structures porteuses d'un volume supérieur à 200 m³ ; <input checked="" type="checkbox"/> Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds <input type="checkbox"/> Utilisation d'appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m. </div>
<p><u>1.8 Confidentialité du marché</u></p>	<p>Sans objet</p>

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

<u>2.1 Maîtrise d'œuvre</u>	Les compétences de maîtrise d'œuvre font l'objet de prestataires désignés au sein des groupements du marché unique. Celui-ci sera connu à la notification du contrat de performance énergétique.
<u>2.2 Contrôle technique</u>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui : en cours de consultation <input type="checkbox"/> Non
<u>2.3 Coordination SSI</u>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui : mais intégré au CPE dans les compétences du groupement titulaire <input type="checkbox"/> Non
<u>2.4 Coordination des travaux</u>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui : mais intégré au CPE dans les compétences du groupement titulaire <input type="checkbox"/> Non
<u>2.5 Etablissement(s) utilisateur</u>	USID : pour tout ce qui est CVC ; Utilisateurs des bâtiments sur site potentiellement impactés : <ul style="list-style-type: none"> - 40^{ème} Régiment d'Artillerie (40^{ème} RA - principale utilisateur) ; - Centre d'Appui et de Préparation au Combat InterArmes – 51^{ème} Régiment d'Infanterie (CAPCIA – 51^{ème} RI) ; - 8^{ème} Régiment du MATériel (RMAT) ; - CIRISI ; - CMA ; - DRH-MD/IGESA ; - ELOCA ; - ESP ; - GSBdD ; - Société de Chasse Militaire ; - ONAC VG ;
<u>2.6 Sous-traitance</u>	Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG/PI , et au regard des articles 4532-17 à R 4532-19 et R 4532-29 du code du travail, la sous-traitance des opérations de coordination est interdite.
<u>2.7 Inspection du travail compétente</u>	Contrôle général des armées – Groupe des inspections – Inspection du travail dans les armées – 60 boulevard du général Martial VALIN – CS 21623 – PC066 – 75509 PARIS Cedex 15

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi :

- ☒ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- ☒ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- ☒ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./P.I.)
- ☒ Les avenants et les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché ;
- ☒ Le cadre du détail estimatif (DE) ;
- ☒ Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- ☒ Les lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur pour la protection en matière de sécurité et de santé ;
- ☒ L'Arrêté du 19 mai 2020-Intervention d'entreprise extérieurs ;
- ☒ Le code du travail.

ARTICLE 4 -PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES

4.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire, ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études.

Pour tout manquement aux obligations de confidentialité du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du CCAG/PI et sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/PI.

4.2 Mesures de sécurité propre aux armées-Protection du secret

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5 du C.C.A.G./P.I.

De plus les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées mais ne comportent pas de mesures particulières, ni ne présentent de caractère secret, soit dans l'objet du marché, soit dans ses conditions d'exécution.

Le titulaire du présent marché sera soumis aux obligations suivantes :

- Tout personnel fera l'objet de contrôle individuel.
- Le titulaire devra remettre au représentant du maître d'ouvrage, une fiche de renseignement ainsi qu'une photocopie lisible de la carte d'identité ou de celle de la carte de séjour pour les étrangers, pour chaque membre du personnel amené à accéder sur le site.
- Comme l'autorise l'article D.1221-24 du code du Travail, il sera exigé la fourniture des copies de titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.
- Tous les personnels devront se conformer aux prescriptions particulières d'accès au site où se déroulent les prestations.

Toute personne étrangère au ministère des armées doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

L'autorisation d'accès est subordonnée au contrôle élémentaire.

Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire du marché devra soumettre à l'agrément les personnels chargés d'exécuter ce marché. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du conducteur d'opération et ne pourra se faire sans son accord préalable.

La liste des véhicules du titulaire comportant la marque et l'immatriculation est également remise au responsable de l'emprise militaire. A ce titre, une liste nominative des participants à la mission ainsi que la liste des numéros d'immatriculation et assurances des véhicules seront établies par le titulaire et adressées au chargé d'affaires du PCO en charge du suivi de ce présent marché au minima 1 mois avant le début des prestations.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans le document ci-après annexé au présent CCP :

- L'Arrêté du 19 mai 2020-Intervention d'entreprise extérieurs

ARTICLE 5 -CONNAISSANCES ANTERIEURES – PROPRIETE INTELLECTUELLE

5.1 Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 34.1 du CCAG PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.

5.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35.1 du CCAG PI.

5.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le titulaire concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits composés des droits de reproduction et de représentation définis à l'article 35.2.1 du CCAG PI. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du titulaire.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous conditions résolutoires de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour une durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au prix du marché défini à l'acte d'engagement.

5.2.2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux.

Le maître d'ouvrage respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il informe avant toute intervention sur son œuvre.

5.2.3 Utilisation des connaissances antérieures.

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le titulaire et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R.2122-3-3° du code de la commande publique.

ARTICLE 6 - CONTENU DE LA MISSION

<p><u>6.1 Principes généraux d'intervention et étendue de la mission</u></p>	<p>Le coordonnateur intervient sur le chantier où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, sous-traitants inclus et veille à ce que les principes généraux de prévention définis par les articles L. 4531-1 et L. 4535-1 du code du travail soient respectés par l'ensemble des intervenants à l'acte de construire.</p> <p>Sa mission vise à prévenir les risques résultant des travaux simultanés ou successifs d'intervenants indépendants et à prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives. La mission de coordination porte sur les parties conception et réalisation de l'opération y compris la période de levée des réserves.</p>
<p><u>6.2 Contenu de la mission pendant la partie technique n°1 : CONCEPTION phase APS</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser les offres initiales (type APS) des 3 candidats retenus, élaborer et transmettre le rapport d'analyse correspondant. - Analyser les offres finales (type APS) des 3 candidats retenus, élaborer et transmettre le rapport d'analyse correspondant. <p>La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de ne pas demander la réalisation des prestations suivant l'état d'avancement du projet ou la pertinence du premier rapport d'analyse sur les offres initiales.</p>
<p><u>6.3 Contenu de la mission pendant la partie technique n°2 : CONCEPTION phase APD/PRO</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser les dossiers établis par le titulaire du CPE en phase APD, élaborer et transmettre les avis correspondants ; - Initialiser et élaborer le DIUO ; - Analyser les dossiers établis par le titulaire du CPE en phase PRO, élaborer et transmettre les avis correspondants ; - Participer aux réunions et visites diverses ; - Définir les aménagements de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) avec le titulaire du CPE ou son représentant ; - Ouvrir, suivre et mettre à jour le registre journal (R.J.C.) ; - Elaborer et transmettre le PGC en phase PRO ; - Participer à la rédaction de la déclaration préalable d'ouverture du chantier. - Élaborer le règlement du C.I.S.S.C.T.

**6.4 Contenu de la mission
pendant la partie technique n°2
: RÉALISATION**

- **Participer** aux réunions le concernant, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) en liaison avec les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pendant la période de préparation.
- **Réaliser**, préalablement au commencement des travaux, les inspections communes avec chaque entreprise et sous-traitant et **transmettre** un rapport d'inspection. Cela comprend la communication aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité.
- **Faire établir, examiner et transmettre** par tous les intervenants du chantier les PPSPS. **Harmoniser** ceux-ci.
Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier.
- **Participer** à la première partie des réunions de chantier (1 réunion par semaine)
La première partie est destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre (titulaire du CPE) et formulera le cas échéant toutes les observations. Le jour de la réunion de chantier hebdomadaire sera défini en première réunion en accord avec les différents intervenants ;
Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. **Veiller** à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- **Tenir, mettre à jour et adapter** le PGC ;
- **Tenir, mettre à jour et conserver** le registre-journal (RJC) ;
- **Assurer** une présence régulière sur le chantier, à raison d'une (1) visite inopinée toutes les (2) deux semaines au minimum pendant les heures de service et hors du jour de la réunion de chantier, **établir et transmettre** un rapport de visite ;
- **Adapter, finaliser et transmettre** le DIUO ;
Fourniture au maître d'ouvrage en trois exemplaires (version définitive) avec procès-verbal joint au dossier. La transmission du DIUO final intervient dans les 15 jours suivant la transmission du DOE par la maîtrise d'ouvrage. Si besoin l'adaptation du document peut être demandé pendant la période de GPA au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation.
- **Élaborer et transmettre** le DMLT ;
Fourniture au maître d'ouvrage en trois exemplaires (version définitive) avec procès-verbal joint au dossier. La transmission du DMLT final intervient dans les 30 jours suivant la transmission du DOE par la maîtrise d'ouvrage.
- **Organiser, présider et piloter** le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), conformément au code du travail.

<p><u>6.5 Prestations à exécuter pendant la période de levée des réserves du marché de travaux</u></p>	<p>En cas de réception ou de mise à disposition avec réserves du marché de travaux, le coordonnateur a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article R 4532-13 du code du travail ; - tenir à jour le registre-journal ; - participer aux visites concernant les interventions, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, moyens de levage, VRD, accès) et de protection nécessaires aux interventions en liaison avec, les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ; - procéder avec le chef de l'établissement en activité, préalablement aux interventions, à une inspection commune visant à délimiter les zones d'intervention dans lesquelles se situent le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir ; - au vu des interventions sur l'ouvrage en exploitation, constater la validité des mesures définies dans le DIUO ou DMLT et si besoin adapter les documents, au vu des interventions sur l'ouvrage en exploitation. <p>Les prestations à exécuter pendant la période de levée des réserves du marché de travaux seront commandées expressément par le maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 6.7 ci-après. La rémunération de ces prestations se fera par application du prix prévu au bordereau de prix unitaires.</p>
<p><u>6.6 Prolongation de délai du marché travaux : Incidence sur la mission du SPS</u></p>	<p>Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, une prolongation de délai de la même durée que celle du marché de travaux sera accordée au titulaire du marché de coordination SPS sans demande de sa part. Elle fera l'objet d'une décision du RPA notifiée par ordre de service.</p> <p>Pendant cette période, le coordonnateur assure sa mission dans les conditions fixées ci-avant.</p> <p>Les prestations à exécuter pendant la prolongation du marché de travaux seront commandées expressément par le maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 6.7 ci-après. La rémunération de ces prestations se fera par application du prix prévu au bordereau de prix unitaires.</p>
<p><u>6.7 Vacations supplémentaires</u></p>	<p>Les vacations supplémentaires à exécuter pendant la prolongation du marché de travaux ou pendant la période de levée des réserves feront l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié au titulaire précisant leur nombre, leur fréquence et l'incidence financière sur le montant du marché.</p> <p>Le nombre et la fréquence de ces prestations seront arrêtés entre le maître de l'ouvrage et le titulaire du présent marché.</p> <p>Le règlement de ces vacations se fera par application du prix unitaire correspondant indiqué au bordereau de prix unitaires (BPU).</p>

<p><u>6.8 Moyens accordés par le maître d'ouvrage</u></p>	<p>Le maître d'ouvrage s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à faire entretenir ses VRD durant toute la phase de réalisation ; - à informer les maître(s) d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ; - à fournir au coordonnateur, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative, et notamment dès qu'il est établi le DOE afin de finaliser le DIUO et le DMLT ; - à donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au coordonnateur pour l'exercice de sa mission ; - à prévenir le coordonnateur de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des comptes rendus de réunion ; il assiste systématiquement aux dites réunions ; - à fournir au coordonnateur la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier. <p>Les documents d'études relatifs aux éléments DCE seront transmis pour avis avant leur approbation.</p>
<p><u>6.9 Autorité du coordonnateur SPS</u></p>	<p>Le coordonnateur SPS aura un droit d'accès permanent au chantier et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.</p> <p>En cas d'anomalie constatée, de violation par tout intervenant des mesures de coordination SPS qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de SPS, le coordonnateur procédera sans délai de la manière progressive suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remarque verbale ; - mention de l'anomalie sur le registre-journal de coordination (RJC) ; - remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste ; - remarque en réunion hebdomadaire de chantier ; - demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage.
<p><u>6.10 Danger grave et imminent</u></p>	<p>En cas de danger grave et imminent, le maître de l'ouvrage autorise le coordonnateur à arrêter le chantier et à prendre les mesures conservatoires adaptées ainsi que celles nécessaires pour supprimer le danger.</p> <p>Dans une telle situation le coordonnateur informera dans les plus brefs délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la ou les entreprises concernées ; - la maîtrise d'ouvrage ; - la maîtrise d'œuvre. <p>La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal de coordination (RJC). Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le RJC.</p>
<p><u>6.11 Accidents du travail</u></p>	<p>Le coordonnateur s'engage à saisir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout accident survenant à l'un de ses agents au cours de la mission de coordination objet du présent marché.</p>

ARTICLE 7 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

<u>7.1 Règlement des comptes</u>	<p>Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué dans les conditions suivantes :</p> <p>a) Sous forme d'acomptes Le paiement pourra intervenir sous forme d'acomptes, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs ne soit pas supérieur à trois (3) mois, proportionnellement au montant des prestations effectuées.</p> <p>b) A l'achèvement complet de la mission d'un paiement pour solde Le paiement pour solde ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de la mission et sa réception par le maître d'ouvrage conformément à l'article 9 du présent CCP.</p>
<u>7.2 Demande d'acompte</u>	<p>La demande d'acompte est faite sous forme d'une demande de paiement établie par le titulaire suivant le modèle fourni par le représentant du maître d'ouvrage (situation + projet de décompte). Elle comporte le compte rendu et le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire. Ce pourcentage, après accord du représentant du pouvoir adjudicateur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire.</p> <p>Le titulaire devra adresser ses projets de décompte de façon dématérialisée et gratuitement en utilisant le portail sécurisé Chorus pro. Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures se trouvent sur le site https://chorus-pro.gouv.fr. Ce dispositif permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement ;</p> <p>Les mentions suivantes doivent impérativement être reportées sur les factures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro d'engagement juridique - code service exécutant ESID de METZ/PCO de METZ : D10711I057_16 <i>si bascule au PCO de CHALONS en cours de marché</i> : D10711I057_13 - SIRET : 130 001 902 00 373
<u>7.3 Acompte</u>	<p>A partir de la demande de paiement présentée par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur établit l'état de l'acompte à verser au titulaire. Il tient compte de l'effet de la variation prévue par l'article 7.7 du CCP ainsi que des pénalités et réfections applicables.</p>
<u>7.4 Demande de paiement final</u>	<p>Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 9 du présent CCP, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une demande de paiement final correspondant aux prestations fournies.</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement final. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire.</p>
<u>7.5 Décompte général du marché</u>	<p>Article 8.1 du C.C.A.G PI</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur établit le décompte général du marché qui comprend la récapitulation des paiements déjà réglés ainsi que du solde à verser.</p>
<u>7.6 Date d'établissement des prix du marché</u>	<p>La date de remise de l'offre par le titulaire est appelé « mois zéro (m0) ».</p>
<u>7.7 Mode de variation des prix</u>	<p><input type="checkbox"/> Les prix sont fermes (aucune variation de prix)</p>

	<div data-bbox="507 129 967 163"> <input type="checkbox"/> Les prix sont fermes actualisables </div> <div data-bbox="507 176 1453 237"> <p>Le prix ferme est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois m0 et la date de commencement d'exécution des prestations.</p> </div> <div data-bbox="507 253 1378 313"> <p>L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient <i>Ci</i> d'actualisation, donnée par la formule :</p> </div> <div data-bbox="930 315 1042 383"> $C_i = \frac{I_{m-3}}{I_0}$ </div> <div data-bbox="507 380 1430 470"> <p>dans laquelle <i>I₀</i> est l'index ingénierie du mois m0 et <i>I_{m-3}</i> est l'index ingénierie du mois antérieur de 3 mois au mois "<i>m</i>" contractuel de commencement d'exécution des prestations.</p> </div> <div data-bbox="507 472 1251 504"> <p>Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.</p> </div> <div data-bbox="507 533 857 566"> <input checked="" type="checkbox"/> Les prix sont révisables </div> <div data-bbox="507 582 1401 642"> <p>Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :</p> </div> <div data-bbox="845 642 1128 710"> $C_n = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_n}{I_0}$ </div> <div data-bbox="507 707 1441 768"> <p>dans laquelle <i>I₀</i> et <i>I_n</i> sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois m0 et au mois n.</p> </div> <div data-bbox="507 786 687 815"> <p>Le mois n étant :</p> </div> <div data-bbox="507 817 1345 848"> <p>pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des prestations ;</p> </div> <div data-bbox="507 848 1370 880"> <p>pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations.</p> </div> <div data-bbox="507 893 1433 983"> <p>Les valeurs finales des paramètres retenues pour le calcul de la variation du prix sont celles atteintes à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.</p> </div>
<u>7.8 Choix de l'index de référence</u>	<div data-bbox="507 1019 715 1050"> <input type="checkbox"/> Sans objet </div> <div data-bbox="507 1050 877 1081"> <input checked="" type="checkbox"/> Index I « INGENIERIE » </div>
<u>7.9 Délai global de paiement</u>	<p>Le délai global de paiement des avances, acomptes et solde est fixé à 30 jours.</p> <p>Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.</p> <p>Il sera fait application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.</p>
<u>7.10 Suspension du délai global de paiement</u>	<p>Pour les acomptes, les paiements partiels définitifs et le solde :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. - Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte, du paiement partiel définitif ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. <p>A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert. Ce nouveau délai est égal à 30 jours si la suspension est inférieure à 30 jours.</p>
<u>7.11 Retenue de garantie</u>	<p>Le coordonnateur est dispensé de constituer une retenue de garantie.</p>
<u>7.12 Avance</u>	<div data-bbox="507 1944 1165 1975"> <input checked="" type="checkbox"/> Marché non soumis à octroi d'une avance forfaitaire </div> <div data-bbox="507 1975 1219 2007"> <input type="checkbox"/> Marché ouvrant droit à percevoir d'une avance forfaitaire </div>

ARTICLE 8 -DELAIS - PENALITES POUR RETARD

<u>8.1 Délai pour l'analyse des 3 offres des candidats (type APS)</u>	Trente (30) jours après la date de réception de l'ordre de service prescrivant d'analyser et de transmettre un rapport d'analyse des offres transmises par la maîtrise d'ouvrage.
<u>8.2 Délai pour fournir un avis sur document transmis par maître de l'ouvrage</u>	Sept (7) jours , à compter de la réception de chaque document d'étude que lui transmet le maître d'ouvrage pour formuler un avis
<u>8.3 Coopération avec les autres intervenants</u>	Quinze (15) jours à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations objet du présent marché. Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, ainsi qu'au présent marché.
<u>8.4 Délai pour fournir le PGCSPS</u>	Huit (8) jours à compter de la réception de l'ordre de service fixant le début de sa mission.
<u>8.5 Délai pour fournir le DIUO</u>	Trente (30) jours après la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir. Le DIUO (version définitive) est remis par le coordonnateur SPS au maître de l'ouvrage dans un délai maximal de de quinze (15) jours suivant la réception des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) transmis par le maître d'ouvrage
<u>8.6 Délai pour fournir le DMLT</u>	Trente (30) jours après la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir. Le DMLT (version définitive) est remis par le coordonnateur SPS au maître de l'ouvrage dans un délai maximal de de trente (30) jours suivant la réception des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) transmis par le maître d'ouvrage
<u>8.7 Pénalités</u>	<p>Les clauses de variation des prix sont applicables aux pénalités. Les pénalités se cumulent. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue en tenant compte des délais prévus.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI, aucune exonération d'office de pénalités ne sera consentie.</p>
<u>8.8 Pénalités pour retard dans la remise des documents d'étude ou des avis</u>	<p>Montant de pénalité €/ jour par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Rapport d'analyse des offres type APS</u> : 150 € • <u>Avis sur document transmis par maître de l'ouvrage</u> : 100 € • <u>Coopération avec les autres intervenants</u> : 50 € • <u>Fourniture du PGC</u> : 100 € • <u>Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)</u> : 200 € • <u>Dossier de maintenance des lieux de travail (DMLT)</u> : 200 €
<u>8.9 Pénalités pour absence aux réunions</u>	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI , pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 € .
<u>8.10 Pénalités pour absence de visite inopinée</u>	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI , pour toute absence à une visite inopinée, le coordonnateur SPS se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 € .
<u>8.11 Prolongation du délai d'exécution</u>	<p>Une prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée que dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG/PI.</p> <p>Toutefois par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, toute prolongation du délai d'exécution du marché de travaux fera l'objet d'une prolongation du marché SPS d'une même durée sans demande du coordonnateur.</p>

ARTICLE 9 -OBLIGATIONS DU TITULAIRE

<u>9.1 Assurance</u>	<p>Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.</p> <p>Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le coordonnateur devra justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.</p>
<u>9.2 Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé</u> <i>(marché supérieur à 3 000 € TTC)</i>	<p>Il sera fourni, tous les 6 mois, pour les marchés dont le montant est supérieur à 3 000 € TTC les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions• les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année précédant la consultation (volets 3666), ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI 2 édité par le Minefe)• la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail
<u>9.3 Admissions des prestations</u>	<p>L'admission des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.</p> <p>Conformément à l'article 29.4 du CCAG/PI en cas de rejet des prestations par le RPA, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.</p> <p>En cas de non-exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du prestataire.</p> <p>Toute demande de paiement reçue avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre du marché sera refusée par l'administration.</p>
<u>9.4 Achèvement de la mission</u>	<p>La mission du coordonnateur SPS s'achève à l'issue de la levée de la dernière réserve en cas de réception avec réserves du marché de travaux et après fourniture de l'ensemble des documents dus au titre de sa mission.</p>
<u>9.5 Non renouvellement ou perte de l'attestation de compétence</u>	<p>En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.</p>
<u>9.6 Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé</u>	<p>Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de régulariser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.</p> <p>En l'absence de régularisation satisfaisante dans un délai de 6 mois, le pouvoir adjudicateur en informe l'instance de contrôle et peut résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire du marché, conformément à l'article 32.1. du CCAG/PI.</p>

ARTICLE 10 -**DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations apportées au C.C.A.G./P.I. par le présent marché sont récapitulées ci-après :

- Article 3.6 du C.C.A.G./P.I. relatif aux prestations confiées en sous-traitance,
- Article 4.1 du CCAG/PI, relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles du marché
- Article 13.1.1 du C.C.A.G./P.I. relatif au début du délai d'exécution,
- Article 13.3 du C.C.A.G./P.I. relatif à l'octroi des prolongations de délai,
- Article 14.1 du C.C.A.G./P.I. relatif aux pénalités
- Article 29 du CCAG/PI, relatif à l'admission des prestations